

Le Monde.fr

▼ PUBLICITE

Un week-end bien-être pour deux  
la grée des Landes  
Eco-Hôtel Spa Park Rocher

TOYOTA  
iQ

D'une valeur de 15000 €

Elue voiture ECOLOGIQUE de l'année

Edito du Monde

## Déficit français

LE MONDE | 21.10.09 | 14h31

**A** lors que le Parlement discute le projet de budget 2010, la majorité présidentielle se divise sur un grand classique de la science économique : les déficits publics sont-ils le problème ou la solution ?

Jusqu'à présent, la droite avait officiellement tendance à privilégier la première réponse, et la gauche la seconde. Les critères de Maastricht, imposés à l'Union européenne par les prédécesseurs d'Angela Merkel après la chute du mur de Berlin, incarnent on ne peut mieux cette orthodoxie budgétaire. Ce n'est donc pas une surprise si l'Allemagne, malgré la tourmente économique mondiale, a inscrit dans sa Constitution l'obligation de présenter un budget en équilibre à partir de 2020. La France, elle, fait figure de mauvais élève. Non seulement ses déficits sont en permanence élevés, mais, jusqu'à présent, l'Elysée se souciait comme d'une guigne de leur résorption. D'où les critiques dont la France vient de faire l'objet de la part de la Commission européenne, mais aussi de la Banque centrale européenne.

▼ PUBLICITE

Découvrez le dossier special New York sur le Monde.fr

open skies L'AVION UNIQUEMENT CLASSE AFFAIRES

A vrai dire, quand vingt pays sur vingt-sept sont sous le coup d'une procédure disciplinaire pour déficit excessif, on est en droit de s'interroger sur l'obsolescence des règles en vigueur. Nul doute qu'en 2008 les dépenses publiques ont été, en France comme ailleurs, utiles pour voler au secours d'une économie en pleine dépression. Le problème est que l'Europe ne fait pas confiance à Paris pour mener une politique plus orthodoxe avant la présidentielle de 2012 - et les déficits publics, utiles et plus que légitimes en pleine bourrasque, pourraient rapidement devenir un fardeau, voire, selon certains, être à l'origine de la prochaine crise économique.

Dans ce contexte, la proposition de Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, de définir un "critère national" au déficit public acceptable est séduisante mais dangereuse. Séduisante car elle semble s'inspirer de la rigueur allemande. Dangereuse car elle paraît relever d'une volonté de s'affranchir des critères de Maastricht. Alors que le bouclier fiscal interdit d'augmenter substantiellement les recettes, le gouvernement n'a d'autre solution que de comprimer les dépenses. Le recours à l'emprunt pour régler les "dépenses d'avenir" en dit long sur l'impasse budgétaire dans laquelle se trouve le gouvernement, en raison de l'héritage reçu. Nicolas Sarkozy aime à rappeler qu'il "agit" pour ne pas laisser à son successeur les problèmes qu'il a trouvés en arrivant à l'Elysée. On ne peut que lui en savoir gré, mais lui rappeler que la dette est

désormais en tête de liste.

Article paru dans l'édition du 22.10.09

## Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du groupe
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr

## Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -60%



Abonnez-vous au Monde.fr. visitez [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV |